



RAPPORT DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS FP 2030 DU SENEGAL PÉRIODE : JANVIER-JUIN 2022

MTA
MOTION TRACKER APPROACH



Avec l'appui technique de Samasha

SOMMAIRE

ACRONYMES	4
Reconnaissance	5
I. CONTEXTE	6
1.1. Introduction	6
1.2 Résumé du projet	8
1.3 Objectifs	9
1.4 Résultats attendus	9
1.5 Stratégies de projet	10
II APPROCHE ET METHODOLOGIE DE COLLECTE DES DONNEES	10
2.1 Procédure d'échantillonnage	10
2.2 Techniques de collecte de données	11
2.3 Analyse et communication des données	11
III. CONSTATATIONS ET RESULTATS	12
3.1 Organisations contributrices par blocs du système de santé de l'OMS	12
3.2 Contributions des partenaires par indicateur de processus	12
3.3 synthèse	31
IV. LES GOULOTS D'ETRANGLEMENT	33
V. CONCLUSION	37
ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE DESTINE AUX INFORMATEURS CLES	38

ACRONYMES

ACDEV	Action et Développement
ARP	Agence sénégalaise de réglementation pharmaceutique
DBC	Distribution à Base Communautaire
DSME	Direction de la Santé de la mère et de l'enfant
DMPA-SC	Depot Medroxyprogesterone Acetate Sous Cutané
DPF	Division de la Planification Familiale
DPRS	Direction de la Planification, de la Recherche et des Statistiques
DS	District Sanitaire
DSAJ	Division de la Santé des Adolescents et des Jeunes
DCMS	Division Santé Scolaire du Ministère de l'Education Nationale
DSSR	Droits et Santé Sexuels et Reproductifs
FP2030	Family Planning 2030
GHM	Gestion de l'Hygiène Menstruelle
MSI	Marie Stopes International
MSP/P/AS	Ministère de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OOAS	Organisation Ouest Africaine de la Santé
OSC	Organisation de la Société Civile
PANB	Plan d'Action National Budgétisé
PF	Planification Familiale
PFPP/A	Planification Familiale du Post Partum/Abortum
PO	Partenariat de Ouagadougou
SR	Santé de la Reproduction
SR/PF	Santé de la Reproduction et Planification Familiale
SRMNIA	Santé de la Reproduction Maternelle, Néonatale, Infantile et des Adolescents
UCPO	Unité de Coordination du Partenariat de Ouagadougou
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
HMIS	Health Management Information System
IRSS	Institut de recherche science de la santé
TCI	The challenge initiative
HMIS	Health Management Information System
BCA	Bureau conseils adolescents
MILDA	Méthode de Longue Durée d'action
USAID	Agence Américaine pour le Développement International
BSSR	Bâtir un système de santé résilient

RECONNAISSANCE

L'ONG AcDev sélectionnée comme organisation neutre au Sénégal est chargée de mettre en œuvre le Motion Tracker en collaboration avec toutes les parties prenantes. La réalisation de ce rapport a été possible grâce au concours de toutes les parties prenantes à qui nous voudrions témoigner toute notre gratitude.

A cet effet, nous louons le soutien reçu de l'UCPO, du gouvernement du Sénégal, de Samasha, des partenaires au développement et des organisations de la société civile à travers leur appui technique et le partage de leurs contributions à la mise en œuvre des engagements FP2030.

L'ONG AcDev salue la bonne collaboration avec le Ministère de la Santé et de l'action sociale, à travers la Direction de la santé de la mère et de l'enfant qui n'a ménagé aucun effort pour la mise en œuvre du Motion Tracker au Sénégal.

I. CONTEXTE

1.1. Introduction

En pratiquant la planification familiale, les partenaires peuvent améliorer la santé des mères et des enfants en espaçant les naissances des enfants et en évitant les grossesses non désirées et à hauts risques. De plus, la planification familiale contribue fortement à l'accélération de la transition démographique à travers la réduction de la mortalité et de la morbidité maternelle et infantile d'une part, mais également la baisse de l'indice synthétique de fécondité (ISF) d'autre part. Ainsi, cette accélération de la transition démographique conduit à la capture du dividende démographique à travers une diminution du taux de dépendance conduisant à une plus grande capacité de l'économie à investir dans les secteurs productifs. Des investissements plus élevés combinés à une forte proportion de la population active conduisent à des revenus par habitant plus élevés. A plus long terme, les tailles des ménages deviennent plus petites, ce qui permet aux ménages d'investir davantage dans leurs enfants. Cet investissement conduit à une amélioration du capital humain, induisant une population plus productive avec un PIB par habitant plus élevé. Ceci permettra à des pays comme le Burkina Faso de tirer pleinement profit du dividende démographique. C'est dans ce contexte que le gouvernement du Burkina Faso à travers le ministère en charge de la santé et de l'hygiène publique a renouvelé son engagement en faveur de la planification familiale en prenant sept (07) engagements d'ordre politique, programmatique et financier dans le cadre de l'initiative FP2030.

En février 2011, les gouvernements des neuf pays francophones d'Afrique de l'Ouest (Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo) et leurs partenaires réunis en conférence à Ouagadougou, ont lancé le Partenariat de Ouagadougou (PO) pour répondre plus efficacement aux nombreux défis de la région en matière de Santé sexuelle et reproductive (SSR) et repositionner la Planification Familiale dans les politiques et stratégies de développement de ces pays.

Huit (08) engagements communs aux 9 pays du PO ont été pris au cours de cette conférence dans cette perspective.

En 2012, des dirigeants du monde entier se sont réunis au Sommet de Londres sur la planification familiale pour générer des engagements mondiaux visant à permettre à 120 millions de femmes et de filles supplémentaires d'utiliser des contraceptifs d'ici 2020 et d'établir un partenariat, Family Planning (FP2020), pour les aider à les atteindre. Ces engagements ont été renouvelés en juillet 2017 pour renforcer et accélérer les progrès vers l'atteinte de l'objectif global.

Cependant, les engagements FP2020 ne peuvent être atteints que par une action coordonnée au niveau local, à travers de multiples secteurs et partenaires. Les parties prenantes locales, y compris la société civile, doivent être en mesure de suivre les progrès vers la réalisation des objectifs de FP2020 pour garantir la responsabilité du gouvernement.

Lors de la réunion annuelle du Partenariat de Ouagadougou en décembre 2017, les pays francophones d'Afrique de l'Ouest ont convenu à l'unanimité d'adopter un mécanisme de suivi des engagements appelé "Motion Tracker" inspiré du cadre de redevabilité de FP2020, à la lumière du succès des expériences de mise en œuvre de ce mécanisme au Nigeria, en Ouganda, en Tanzanie et en Zambie. En mai 2018, le Partenariat de Ouagadougou a organisé une formation régionale sur le Motion Tracker pour l'ensemble des 9 pays membres à Lomé, au Togo.

A la suite de cette formation, le Motion Tracker a été mis en œuvre avec succès en 2019/2020 dans trois pays du PO (le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Togo) dans une première phase.

Suite à l'évaluation de cette première phase, il a été recommandé d'étendre l'initiative aux six autres pays du PO en l'occurrence le Bénin, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal, en tenant compte des leçons apprises de la première phase et des perspectives de l'agenda post 2020.

L'ONG AcDev sélectionnée comme organisation neutre au Sénégal est chargée de mettre en œuvre le motion tracker en collaboration avec toutes les parties prenantes.

Le 11 novembre 2021 s'est tenue à l'hôtel Terrou Bi à Dakar la cérémonie de lancement des engagements FP 2030 et du plan de redevabilité du Sénégal sous la présidence du Ministre de la santé et de l'action sociale.

A travers une approche participative et inclusive, le Sénégal à l'instar des pays du PO a procédé à l'élaboration, la validation et au lancement de six (6) nouveaux engagements soutenus par la vision « d'ici à 2030 un Sénégal émergent où la population a accès à une gamme élargie de méthodes contraceptives modernes et à des services de Santé de la Reproduction abordables et accessibles, grâce à un système de santé résilient et équitable, avec la pleine participation de la communauté pour un développement durable. »

Les six engagements ont été répartis en trois (3) catégories à savoir:

Politiques

Engagement 1 : Amener le taux de prévalence contraceptive de 26% en 2021 à 46% en 2025 chez les femmes en union.

Engagement 2 : Améliorer le cadre réglementaire en signant le décret d'application de la loi sur la Santé de la Reproduction portant Planification Familiale d'ici 2026

Engagement 3: Renforcer l'instance multisectorielle de coordination des actions liées à la Planification familiale avec l'implication plus accrue des autres secteurs ministériels concernés.

Programmatiques

Engagement 4 : Réduire les besoins non satisfaits chez les adolescentes mariées de 15-19 ans de 22,9% en 2019 à 15% en 2026, et chez les jeunes femmes de 20-24 ans de 19,6 % en 2019 à 10% en 2026.

Engagement 5 : Assurer la continuité des services de Planification Familiale en situation d'urgence.

Financier

Engagement 6 : Assurer d'ici à 2026 une augmentation annuelle de 20% de la contribution de l'État évaluée à 500 millions en 2021 pour atteindre 1 Milliard contribuant à une meilleure accessibilité et disponibilité des produits contraceptifs

Le présent rapport fait le point sur le niveau de mise en œuvre des engagements de PF2030 du Sénégal.

1.2. Résumé du projet

Le « Motion Tracker » est un cadre dynamique personnalisé qui vise à renforcer la responsabilité et à stimuler l'action en assurant la visibilité des engagements et en mettant en avant les progrès, tout en favorisant la participation, l'implication et l'appropriation des différents partenaires afin de surmonter les obstacles à la réalisation des engagements.

C'est un outil conçu et mis en œuvre en Ouganda par «SAMASHA » pour suivre les engagements (politique, financier et programmatique) de ce pays en matière de santé de la reproduction et de planification familiale. C'est une plateforme qui permet aux partenaires de surmonter les obstacles et de progresser dans la réalisation des engagements d'un pays liés aux produits de santé de la reproduction.

Ce cadre est basé sur une approche en six étapes : l'identification des engagements, la classification, la déconstruction, la catégorisation, le développement d'indicateurs de processus, l'implication des partenaires pour reconnaître l'action, présenter les progrès et assurer une compréhension universelle des engagements grâce à une implication et une participation inclusive des partenaires aux niveaux national et international.

La mise en œuvre du Motion Tracker dans les pays du PO a été l'œuvre de l'Unité de Coordination du Partenariat de Ouagadougou (UCPO) qui s'est engagée à soutenir cette initiative. Sur la base d'un appel à candidature pour la sélection d'organisations neutres, une première phase a été observée avec succès en 2019/2020 pour trois (3) pays à savoir le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Togo.

Compte tenu des résultats assez probants réalisés dans ces trois pays, une phase d'extension a été mise en œuvre dans les six autres (Guinée, Bénin, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal). Ainsi depuis 2021, le Motion Tracker est mis en œuvre dans l'ensemble des neuf(9) pays du PO.

Dans le cadre du processus de sélection d'une organisation neutre (ON) au Sénégal, l'ONG AcDev issue de la société civile a été choisie pour mettre en œuvre le motion tracker en collaboration avec les parties prenantes sous le leadership du directeur de la santé de mère et de l'enfant.

Du 22 au 26 mars 2021 s'est tenu à Abidjan un atelier régional d'orientation sur le Motion Tracker qui a connu la participation de 39 participants venants des neufs pays du PO et de l'Ouganda. Il s'agissait de représentants des Organisations neutres sélectionnées pour la mise en œuvre du Motion Tracker, des Directeurs de la Santé de la Mère et de l'Enfant des ministères de la santé, de l'équipe de l'Unité de Coordination du Partenariat de Ouagadougou et de Samasha.

L'objectif global était de renforcer les capacités des ON afin qu'elles puissent conduire l'introduction et la mise en œuvre du Motion Tracker dans leurs pays respectifs afin de contribuer au renforcement de la redevabilité mutuelle dans les pays du PO.

Au sortir de l'atelier d'Abidjan et sur la base d'un contrat entre AcDev et l'UCPO, une feuille de route a été élaborée au niveau du comité technique PF en collaboration avec toutes les parties prenantes.

En sa qualité d'organisation neutre, AcDev a accompagné la DSME à rassembler les OSC mettant en œuvre des programmes de planification familiale et galvanisé les efforts d'autres parties prenantes pour utiliser le Motion Tracker au Sénégal.

Une première phase de la mise en œuvre du Motion Tracker a été réalisée au Sénégal au cours de l'année 2021 et a permis l'élaboration, la signature et le lancement des nouveaux engagements.

La deuxième phase en 2022 a consisté à réaliser trois (3) activités majeures à savoir la déconstruction et la validation des nouveaux engagements, la collecte des données, la production du premier rapport de la mise en œuvre.

La collecte des données s'est réalisée de Janvier –Juin 2022 et auprès de trois (03)Directions et divisions du Ministère de la Santé et de l'action sociale, une division du ministère de l'éducation, un programme du ministère de la jeunesse, une (01)direction du Ministère de la femme de la famille et du genre neuf (09) ONG internationales et cinq (05) OSC intervenant dans la mise en œuvre des interventions de PF.

1.3 Objectifs

Les objectifs spécifiques du Motion Tracker :

- a. Créer un environnement propice pour que les engagements FP2030 se traduisent en actions locales,
- b. Exploiter le pouvoir collectif de la société civile, des partenaires au développement et du gouvernement pour respecter les engagements du pays avec une réponse stratégique renforcée.
- c. Créer une approche systématique pour réaliser les engagements mondiaux pris par chaque pays.

1.4 Résultats attendus

- a. Toutes les organisations de la société civile et les organisations communautaires qui mettent en œuvre la planification familiale, les ONG internationales et nationales, les Partenaires Techniques et Financiers et le Ministère en charge de la santé sont impliqués dans le processus de mise en œuvre des engagements dans le domaine de la SR/PF.
- b. L'Amélioration de la redevabilité du Sénégal vis-à-vis des engagements pris au niveau mondial dans le domaine de la SR/PF.
- c. Le niveau d'atteinte des engagements pris par le Sénégal est connu par tous les acteurs ainsi que les goulots d'étranglement identifiés.

- d. Des recommandations pertinentes sont formulées pour améliorer le respect par le Sénégal des engagements pris au niveau mondial dans le domaine de la SR/PF.

1.5. Stratégies du projet

Les stratégies utilisées par le projet pour assurer le succès du Motion Tracker comprennent entre autres :

- L'implication des parties prenantes;
- Le forum des parties prenantes
- Le renforcement des capacités des acteurs;
- La parfaite collaboration avec les Ministères
- Le partage d'informations,
- La redevabilité.

II. APPROCHE ET METHODOLOGIE DE COLLECTE DES DONNEES

Une liste des parties prenantes contribuant à la Planification Familiale au Sénégal a été générée lors de l'atelier de validation des indicateurs sous la Direction de la DSME.

Ces parties prenantes sont constituées des représentants des organisations de la société civile et d'institutions gouvernementales au niveau national ainsi que des ONG internationales travaillant dans le domaine de la PF.

2.1 Procédure d'échantillonnage

Après la cartographie des partenaires pendant la phase de validation des indicateurs, la technique de la boule de neige a été appliquée pour arriver à plus d'organisations partenaires qui effectuent un travail similaire en se basant sur les références qui ont été données par des OSC et d'autres institutions.

Au total, 20 organisations ont été contactées dont 05 OSC, 09 ONG internationales, 03 Directions et divisions du MSAS, 01 projet du ministère de la jeunesse ; 01 division du Ministère de l'éducation, 01 direction du Ministère de la femme de la famille et du genre

La collecte de données s'est déroulée du Janvier- Juin 2022.

2.2 Techniques de collecte de données

Une note a été prise le 30 novembre 2022 par le Ministère de la santé et de l'action sociale sur proposition de l'AcDev pour la désignation de points focaux dans les différentes institutions impliquées pour faciliter la collecte de données. A la suite de la note, le tableau récapitulatif des indicateurs et l'outil de collecte ont été partagés à l'ensemble des structures contributrices identifiées.

Les parties prenantes identifiées ont été contactées par e-mail, téléphone et en personne dans le but de recueillir des informations sur leurs contributions à la réalisation des engagements PF2030 pris par l'Etat du Sénégal.

Des sources de données primaires et secondaires ont été utilisées. Les données primaires ont été collectées à l'aide d'un outil de contribution (ci-joint en annexe 1) administré aux informateurs clés parmi les ONG internationales, les OSC locales, les ministères.

Quant aux données secondaires, elles ont été collectées grâce à la revue de divers documents comme les revues sectorielles, les plans stratégiques, les documents de projet, les déclarations de politique, les rapports annuels des organisations, etc.

Les modalités de collecte des données comprenaient des réunions individuelles en présentiel et en ligne, des appels téléphoniques et des correspondances par courriers physique et électronique qui ont permis d'avoir le retour de 20 sur les 30 structures contactées.

Description des partenaires déclarants (Ce sont les partenaires qui ont contribué au rapport au cours de la période spécifiée (Janvier- Juin 2022))

Tableau1 : récapitulatif des contributeurs au rapport

Catégories	Institutions
<i>Gouvernement du Burkina Faso</i>	Ministère de la Santé et de l'action sociale Ministère de l'Education Nationale Direction de la famille et de la protection des groupes vulnérables Ministère de la jeunesse
<i>ONG Internationales</i>	PATH, MSI, HKI, Intrahealth, RTI, chemonics, , ENABEL; AMREF, Pop council
<i>ONG Locales et acteurs Locaux</i>	AcDev, ADEMAs, Réseau Siggil Jigeeen, RESOPOPDEV, Enda santé,

2.3 Analyse et communication des données

Toutes les informations collectées ont fait l'objet de revue pour apprécier leur exhaustivité puis compilées par indicateurs de processus. Pour certaines organisations rencontrées lors de la collecte, des compléments d'informations ont été sollicités.

Les informations sont résumées et les tendances émergentes sont mises en évidence pour permettre de comprendre les progrès. Chaque indicateur est ensuite codé en vert, jaune ou rouge. Les indicateurs pour lesquels aucune information n'a été rapportée ou aucun rapport sur les progrès réalisés ont été codés en rouge. Les indicateurs pour lesquels certaines informations ont été fournies ont été codés en jaune et les indicateurs qui ont été atteints sont codés en vert.

III. CONSTATATIONS ET RESULTATS

Pour évaluer les progrès accomplis par le Sénégal dans la réalisation des engagements PF 2030, chaque engagement a été déconstruit en indicateurs de processus. Chaque indicateur a été codé en vert, jaune ou rouge en fonction de son niveau de réalisation.

Ainsi, sur les 25 indicateurs de processus définis pour les 6 engagements, 04 sont réalisés, tandis que 08 sont en bonne voie de mise en œuvre et 13 n'ont connu aucune évolution.

Tableau2: Code de lecture des indicateurs

Le progrès	Code	Nombre d'indicateurs
04	Réalisé	VERT
08	Sur la bonne voie	JAUNE
13	Pas sur la bonne voie	ROUGE

3.1 Organisations contributrice par blocs du système de santé de l'OMS

Il est relevé ici le bloc du système de santé dans lequel les organisations ont plus concentré leurs efforts dans la réalisation des engagements dans le pays.

En fonction de la méthodologie du Motion Tracker, les engagements sont catégorisés selon les 6 blocs (piliers) du système de santé de l'OMS. Le tableau ci-dessous renseigne sur la répartition de l'ensemble des structures ayant contribué au renforcement des 6 blocs. 03 organisations ont contribué au « leadership et gouvernance », 17 aux « Prestation de service », 03 pour le pilier « Finances » et 08 aux « Accès aux médicaments essentiels ...

Il est important de préciser qu'une structure peut contribuer au renforcement de plusieurs piliers.

Tableau 3: Organisation contributrices par blocs du système de santé de l'OMS

Blocs du système de santé de l'OMS	Nombre d'organisations contributrices
Leadership et gouvernance	03
Prestation de service	17
Finances	03
Accès aux médicaments essentiels	08

3.2 Contributions des partenaires par indicateurs de processus

La section suivante détaille les différentes contributions des partenaires à la réalisation des engagements PF 2030 du Sénégal.

ENGAGEMENT 1

Amener le taux de prévalence contraceptive de 26% en 2021 à 46% en 2026 chez les femmes en union

1.1. Mise en place d'un comité d'actualisation du plan de communication

Progrès :

Dans le cadre de l'élaboration du plan d'action budgétisé de troisième génération, il a été question d'un commun accord de réactualiser le plan de communication. Etant entendu que le comité technique PF existait déjà, la DSME n'a pas jugé nécessaire de créer un autre comité d'actualisation du plan de communication. C'est à cet effet que ce plan a été réactualisé par le comité technique PF.

No	Partenaires	Activités contribuant à l'engagement
1	DSME	La DSME a donné l'autorisation au comité technique PF de procéder à la mise à jour du plan de communication PF avec la participation de toutes les parties prenantes.

1.2. Validation du plan de communication à tous les niveaux (national, régional et district)

Progrès :

Cet indicateur est en bonne voie de réalisation. Diverses activités ont été réalisées par le MSAS par le biais de la DSME ainsi que par les autres ONG nationales qu'internationales. Les PTF ont mis à disposition leur appui technique et financier pour la validation du plan de communication. Cependant cette validation n'a pas été réalisée au niveau régional et à l'échelle des districts sanitaires, zones opérationnelles des interventions communicationnelles

No	Partenaires	Activités contribuant à l'engagement
1	DSME	<p>Avec l'appui financier et technique de Breakthrough action et knowledge succes les activités suivantes ont été réalisées par la DSME pour aboutir à l'actualisation du plan de communication PF.</p> <p>-un atelier de révision du plan de communication de la Planification Familiale. Cette rencontre d'échanges et de réflexion a permis de revoir et de mettre à jour le nouveau plan de communication 2022-2026 mais aussi d'élaborer un plan intégré des interventions communautaires, médiatiques et numériques.</p> <p>- un remplissage de la matrice des activités du PANB-2022-2026 selon les domaines d'intervention suivants :</p> <p>Les recommandations ci-dessous ont été formulées lors de cette rencontre :</p> <ul style="list-style-type: none">• Impliquer des Médecins chefs de District et de région pour la mise en œuvre et le relèvement du TPC national• Faire des propositions sur la matrice des activités• Mettre en place une task force pour la consolidation du document

2	Momentum	<p>Momentum a appuyé l'élaboration du plan de communication PF des RM et DS de manière suivante :</p> <p>Mise en conception de l'approche HCD adaptée aux défis de la PF</p> <p>Collecte de données supplémentaires</p> <p>Orientation nationale sur HCD de 25 participants</p> <p>2 ateliers de conception de l'approche de 5 jours pour 68 personnes</p> <p>Sélection des associations bajenu gox pour la mise en œuvre du paquet de communication découlant des travaux de conception</p>
---	----------	--

1.3. Mise en oeuvre du Plan de Communication PF à tous les niveaux

Progrès :

Le plan de communication n'est pas encore mis en œuvre

No	Partenaires	Activités contribuant à l'engagement

1.4. Mise en œuvre de différentes stratégies de PF Intégrées

Progrès :

L'objectif étant d'intégrer la planification familiale dans d'autres domaines des services de santé afin de réduire les occasions manquées, l'intégration demeure une approche probante pour booster le TPC. Cet indicateur est en bonne voie de réalisation et mérite une accélération compte tenu de son impact non négligeable sur la prévalence contraceptive. Diverses activités ont été réalisées par le ministère par le biais de la DSME ainsi que par les autres ONG nationales qu'internationales. Les PTF ont mis à disposition leur appui technique et financier pour l'introduction et le passage à l'échelle de certaines stratégies PF intégrées en vue de booster le TPC.

No	Partenaires	Activités contribuant à l'engagement
1	MSI	<p>MSI a formé 10 formateurs sur l'approche "Famille idéale", jeu basé sur l'approche HCD encourageant les discussions communautaires autour de la PF à Thiès et Kafrine plus précisément à Tivaouane, Meckhe, Pout, Kafrine, Koungheul, Malem Hodar</p> <p>Elle a mis en œuvre la stratégie "Famille idéale". Développée à l'aide de la conception centrée sur l'humain(HCD), la « famille idéale» vise à créer un dialogue communautaire positif sur la PF afin de faire évoluer les connaissances, les attitudes et les normes sociales nécessaires pour améliorer l'accès à la PF pour les mères adolescentes dans les zones rurales du Sahel.</p> <p>Des interventions d'offre de services SR/PF sont réalisées en milieu rural avec 10 équipes mobiles pour 2760 FAR qui bénéficient d'une méthode contraceptive de leur choix dans les régions de Thiès, Saint Louis et Dakar.</p>

2	Enda Santé	<p>Enda Santé a mené 226 activités de consultations SR/PF gratuites à bord des cliniques mobiles précédées de causeries éducatives dans les districts sanitaires de Joal, Mbour, Popenguine et Thiadiaye dans le cadre du projet SANSAS</p> <p>Grace à ACT-SSR (Approche Communautaire Territorialisée en Santé Sexuelle et Reproductive), 133 sorties de la clinique mobile réalisées pour une offre de services intégrée (PF, CPN, supplémentation en fer, dépistage et traitement des IST) précédées de 2085 VAD dans les districts de Kolda, Vélingara, Médina Yoro Foula Ziguinchor, Oussouye, Thionck Esil, Diouloulou.</p>
3	Momentum	<p>Momentum a réalisé les activités suivantes :</p> <p>Formation de 15 prestataires sur la PFPP en appui au projet MOMENTUM à Keur Massar.</p> <p>Formation des prestataires de la RM de Sédhiou sur les méthodes à longue durée d'action (MLDA) prenant en compte les nouvelles stratégies PFPP, auto-injection du DMPA/SC /; au total, 12 prestataires ont été formés ;</p> <p>Formation de 60 prestataires sur la gestion du fichier PF et l'ISBC à la RM de Sédhiou.</p> <p>Formation de 15 prestataires du district de Pikine sur la PFPP, le DMPA S/C en AI et l'ISBC à Pikine.</p> <p>Une formation en PFPP couplée à la dotation de matériel d'insertion et retrait DIU a été réalisée à l'endroit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 73 sages-femmes à Thies et dakar • de 10 gynécologues • 45 sages-femmes et 10 gynécologues ont fait l'objet de supervision post formation <p>Dotation en 23 kits d'insertion et de retrait et une reproduction de 1000 affiches Tiaht et distribution dans les Districts.</p> <p>Une orientation de 75 sages-femmes sur les aspects juridiques et sur la législation en matière de PF du gouvernement Américain réalisé.</p>
4	PATH	<p>PATH a réalisé une collecte de données à travers 5 focus group pour 75 adolescentes dans le cadre de la stratégie de réduction de la première ou la 2eme grossesse de l'adolescente mariée dans les districts de Bambey, Mbour, Thies et Mbacké.</p>
5	TCI	<p>L'ISBC permet d'intégrer la PF à travers d'autres services de santé ou points d'entrée (par exemple, les consultations prénatales, les consultations postnatales, les vaccinations, le suivi et la promotion de la croissance de l'enfant, le dépistage et le traitement des infections sexuellement transmissibles, et les consultations de soins primaires) dans l'établissement de santé afin de minimiser les occasions manquées et de fournir aux femmes des conseils sur la PF et l'utilisation des services.</p>

		<p>TCI a Mis à l'échelle l'ISBC à travers différentes activités</p> <p>analyse descriptive pour évaluer les résultats de la mise en œuvre de l'identification systématique des besoins des clientes</p> <p>revue documentaire des rapports d'activités du Hub de TCI Afrique de l'Ouest Francophone,</p> <p>analyse des données du projet et des données HMIS.</p> <p>Un questionnaire a été administré aux prestataires de santé au niveau des districts pour recueillir leur avis sur l'approche</p> <p>À l'aide d'un questionnaire structuré, l'équipe de TCI a mené des entretiens avec les prestataires en 2021 dans 10 % des établissements à fort volume avec plusieurs points d'entrée</p> <p>Dans chacune des villes, les données HMIS ont été analysées pour évaluer l'utilisation de l'ISBC et les résultats de sa mise en œuvre.</p>
5	Helene Keller International	<p>Exécutée par le consortium IntraHealth – HKI –IRSS grâce à l'appui de la Fondation Bill et Melinda Gates, la stratégie INSPIRE est une mise en œuvre des services intégrés de PF/SMNI/NUTRITION au Sénégal plus précisément dans le district sanitaire de Touba.</p> <p>HKI a réalisé les activités suivantes:</p> <p>Un groupe technique de travail (GTT) mis en place et 3 réunions tenues</p> <p>1 réunion trimestrielle de coordination au niveau district</p> <p>1 réunion trimestrielle de coordination organisée au niveau de la région médicale dans la perspective du passage à échelle</p> <p>Tous les documents de formation des prestataires et des agents communautaires adaptés et reproduits</p> <p>Formation d'un pool de 15 formateurs sur l'offre de services intégrés de PF SMNI et Nutrition</p> <p>Formation de 140 prestataires sur l'offre de services intégrés de PFPP-SMNI-Nutrition</p> <p>Développement et reproduction d'aide-mémoire adaptés sur les services PFPP-SMNI-Nutrition</p> <p>Trois visites de renforcement de l'offre de services et de la collecte et analyse des données réalisées avec l'appui du Bureau régional INSPIRE</p> <p>10 formateurs des acteurs communautaires formés sur le paquet de services intégrés (PF, SMNI, Nutrition)</p> <p>80 acteurs communautaires de soins formés sur le paquet intégré</p> <p>Cartes conseils sur les soins intégrés PF/SMNI/Nutrition adaptées et reproduites à l'intention des ACS</p> <p>Outils de collecte des données adaptés et reproduits (registres, tajojo, rapports mensuels)</p> <p>Reproduction des outils de collecte des données du niveau communautaire</p> <p>Paramétrage des données dans le DHIS2 réalisé.</p> <p>Au niveau des politiques, le paramétrage du DHIS2 a été institutionnalisé et un plaidoyer auprès des PTFs pour la mobilisation des ressources pour soutenir la mise à l'échelle de l'approche.</p>

6	DSME	La DSME a formé 25 prestataires des districts de Rufisque, Guédiawaye et Thiès sur la PFPP et l'ISBC, Orienté 22 membres ECR/ECD de la région de Thiès sur les outils de la « Famille idéale » et formé 31 relais et ASC de la région de Thiès sur l'approche « famille idéale »
7	AcDev	Appuyée par IAMANEH et l'IPPF, l'ONG AcDev a mis en œuvre des activités d'offre de service intégrés SR/PF/ dépistage vih/sida au niveau des espaces conseils et dans la communauté grâce aux équipes mobiles. 325 ados-jeunes et 91 FAR ont bénéficié des services PF dans les districts sanitaires Yeumbeul, Pikine, Louga et Fatick.
9	Chemonics	Chemonics a réalisé les activités suivantes : Révision des outils du système d'information sanitaire en tenant compte de la dimension genre Révision du paquet des outils de collecte de la SRMNIA/PF/NUTRITION et soumis à la DSME. Organisation de deux sessions de formation en ligne de 10 membres de l'équipe DHIS2 et 8 membres de iHRIS sur le processus de l'interopérabilité entre les plateformes
10	Division controle medical scolaire (DCMS)	Grace à l'appui de MSI, la DCMS met en œuvre un projet d'appui à l'offre de services SR à travers les infirmeries scolaires et les Inspections médicales des écoles (IME), dans une dizaine de lycées et collèges (en phase pilote dans les lycées de Djignabo de Ziguinchor, Ahoune SANE de Bignona, Valdiodio Ndiaye de Kaolack, Cheikh Oumar F. TALL de Saint-Louis et dans les lycées de Ndoffane et de Richard Toll. Ce projet met à la disposition de ces établissements des sages-femmes (MS Ladies) qui offrent chaque semaine des consultations, aux élèves. Un service PF est offert aux élèves qui en font la demande et le suivi est assuré au niveau de leur antenne. Elle a organisé trois ateliers de co-création avec 90 enseignants pour la réalisation de 10 fiches thématiques sur la SR et les problèmes liés à l'alimentation et la nutrition avec les réseaux des femmes enseignantes à Matam, Kolda et Sédhiou
11	RTI	RTI a soutenu l'extension de l'intégration du PFPP aux soins néonataux essentiels et à la nutrition (formation, supervision, mise en œuvre d'outils et suivi) : en appuyant le coaching des prestataires sur la PFPP et les missions de supervision des prestataires sur la PFPP (y compris le suivi post formation). Il a aussi appuyé les Districts et les RM dans le renforcement de l'intégration des services SRMNIA, nutrition y compris la PF et organisé des « Journées ouvertes PF » au niveau des 5 régions d'intervention dans les activités OWOD, de même qu'une stratégie PF couplée à la vaccination à travers les semaines régionales sur la SRMNIA.

12	ADEMAS	<p>Dans le cadre de la campagne 'AND FAGARU Aar Yaay Aar doom" qui signifie "Ensemble pour la protection de la mère et de l'enfant", cette stratégie s'inscrit dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre des plans stratégiques de la Santé maternelle néonatale, infanto-juvénile, des Adolescents jeunes et de la nutrition (SRMNIA-N) et la planification familiale du MSAS.</p> <p>ADEMAS a réalisé les activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> une Etude comportementale sur la santé SRMNIA-N y compris la PF ; Organisation de session de partage des résultats de l'étude de base à la région et au district Nord et production d'un film de capitalisation sur le processus de l'étude de base ; Organisation d'une journée lancement ; Production d'un spot audio et audio-visuelle sur les messages clés ; Impression de 1200 tee shirts, 500 casquettes, 350 foulards, 200 Gilets, 1000 Affichettes autocollant, 300 stickers et 4 kakémonos et deux banderoles pour appuyer les activités communautaires ; Visites de proximité auprès des Maires, des délégués de quartiers, des religieux, bajenu gox et présidentes de groupement de femmes ; Organisation d'une émission sur la TFM Organisation de deux sessions d'orientation de 29 leaders communautaires et acteurs communautaires sur les messages clés de la campagne Organisation de 4 sessions de renforcement de capacité sur la Communication interpersonnelle IP appliquée à la santé de la mère et de l'enfant à l'endroit de 240 bajenu Gox et relais communautaires ; Appui à la formation de 17 prestataires de santé sur la communication interpersonnelle IP appliquée à la SRSE ; Visites de proximité auprès de 16 Imams qui ont produit un sermon islamique sur la santé de la mère et de l'enfant. Organisation d'une caravane de sensibilisation couplée à l'offre de service de vaccination ayant permis de rattraper la vaccination de 71 personnes ; Organisation de deux (2) réunions de coordination avec les acteurs communautaires de deux postes de santé.
----	--------	---

1.5. Renforcement et élargissement de la gamme de produits contraceptifs pour les rendre disponibles à tous les points de prestation (quantification, suivi du plan d'approvisionnement, Gamme complète de méthodes contraceptives de PF disponible dans les PPS)

Progrès :

La disponibilité de toute la gamme de produits contraceptifs dans tous les points de prestation de service constitue un défi majeur pour l'accessibilité inclusive aux méthodes contraceptives. Des efforts sont consentis à travers des stratégies d'auto soin (auto-injection, auto-test grossesse, etc),

No	Partenaires	Activités contribuant à l'engagement
1	PATH	<p>PATH Avec l'appui de Acces collaborating a exécuté les activités suivantes:</p> <p>Organisation d'un atelier national de présentation de la mise à l'échelle de l'auto injection</p> <p>3 sessions de Formation d'une durée de 5 jours en e-learning sur l'auto injection pour 150 prestataires</p> <p>Evaluation de la chaine d'approvisionnement du DMPA</p> <p>Une réunion avec les parties prenantes (PRA, MSAS, ONG DKT, ADEMAs, UNFPA) sur la chaine d'approvisionnement du DMPA</p>
2	MSI	<p>MSI a assuré une formation/ mise à jour de 140 prestataires sur la technologie contraceptive, la PF post SAA et mis en place du matériel inhérent à l'offre de service composé de kits DIU/implants, tables gynécologique, matériel PI, présentoir, flipchart: boîte à images.</p>
3	TCI	<p>TCI a procédé à l'achat de produits contraceptifs par les maires pour les journées spéciales d'offre gratuite de PF et la supervision des PPS intégrant la gestion des stocks dans les districts sanitaires Centre, nord, ouest, sud, kaolack, Nioro, Touba, Saint louis, Guédiawaye et Pikine, Mbour Nioro, Kolda et Ziguinchor</p>
4	ADEMAs	<p>ADEMAs a contribué à la distribution des produits contraceptifs notamment avec ses partenaires. Elle a distribué :</p> <p>Condoms masculins : 7 493 056 unités</p> <p>Contraceptifs Injectables Securil Press : 69 408 Injectables</p> <p>Contraceptif Sécuril pilule : 1 547 728 plaquettes.</p> <p>Pour le renforcement de la gamme de produits contraceptifs, ADEMAs a prévu d'introduire Protec Menthe. Le choix d'un fournisseur a été réalisé et une commande ferme de 650 000 Unités a été lancée.</p> <p>Pour l'élargissement des gammes de produits contraceptifs, l'organisation envisage d'introduire la contraception d'urgence, le processus est déjà enclenché et la demande a été formulée dans le cadre de l'appel d'offre de l'Organisation Ouest Africaine de Santé sous le couvert de la DSME</p> <p>Des visites organisées auprès de 1056 Sages-femmes, 541 Infirmiers, 105 médecins et 812 Pharmaciens pour la promotion des produits PF.</p> <p>Pour la promotion et la communication sur les Méthodes de Planification Familiale, ADEMAs a conçu 3 capsules sur 3 thématiques spécifiques : Lutte contre les barrières, le soutien des maris, lutte contre les rumeurs.</p>

5	chemonics	<p>Chemonics a appuyé la DSME sur :</p> <p>les exercices de quantification des produits de la PFet le suivi pour la sécurisation des produits.</p> <p>Organisation d'un atelier pour élaborer un guide des "meilleures pratiques" en matière de quantification, (assistance technique et financière)</p> <p>Formation de 34 pharmaciens et logisticiens du magasin du niveau central et des 13 PRA sur l'harmonisation et le remplissage des données logistiques dans le nouveau modèle de la DSME.</p> <p>Coordination de la livraison des produits de PF financés par USAID.</p> <p>Elaboration d'un manuel de procédures pour le remplissage des outils de gestion et de rapportage des médicaments et autres produits de santé de la Mère et de l'Enfant</p> <p>Organisation de la réunion trimestrielle de la Plateforme de coordination PNA/programmes prioritaires de santé.</p>
6	DSME	<p>La DSME a assuré :</p> <p>une formation en E-learning sur l'auto-injection du DMPA-SC à l'endroit de 33 enseignants formateurs en planification familiale des écoles de formation publiques et privées de Thiès, Diourbel, Kolda, Saint-Louis, Ziguinchor, Louga, Kaolack, Tamba et Dakar.</p> <p>3 ateliers de formation de 45 prestataires sur la planification familiale du post-partum et l'auto injection du DMPA SC dans les départements de Rufisque, Pikine et Keur Massar.</p> <p>3 sessions de formation de 48 prestataires sur PFPP, l'auto-injection du DMPA SC et l'ISBC dans les régions médicales de Sédhiou, Tambacounda, Kolda et Kédougou.</p>
7	AcDev	<p>AcDev, à travers l'appui de CHAI, a mis en œuvre un projet de plaidoyer en faveur de l'extension réglementaire de l'offre de service du DMPA/SC dans les pharmacies privées du Sénégal. Plusieurs activités ont été réalisées dans le cadre de ce projet à savoir :</p> <p>Réunion de lancement avec les différentes parties prenantes du projet pour l'appropriation du projet par les potentiels partenaires de mise en œuvre</p> <p>Rencontre avec 06 Directions du MSAS en novembre 2022 pour promouvoir l'appropriation et le soutien du projet par le niveau central du MSAS</p> <p>Réunion d'information avec la Région Médicale de Dakar</p> <p>Rencontre avec les pharmaciens faitiers et les associations des sages-femmes et d'infirmiers</p> <p>Atelier de mise en place du comité de plaidoyer</p> <p>20 membres du comité formés en plaidoyer</p>

		<p>AcDev, à travers l'appui de CHAI, a mis en œuvre un projet de plaidoyer en faveur de l'extension réglementaire de l'offre de service du DMPA/SC dans les pharmacies privées du Sénégal. Plusieurs activités ont été réalisées dans le cadre de ce projet à savoir :</p> <p>Réunion de lancement avec les différentes parties prenantes du projet pour l'appropriation du projet par les potentiels partenaires de mise en œuvre</p> <p>Rencontre avec 06 Directions du MSAS en novembre 2022 pour promouvoir l'appropriation et le soutien du projet par le niveau central du MSAS</p> <p>Réunion d'information avec la Région Médicale de Dakar</p> <p>Rencontre avec les pharmaciens faitiers et les associations des sages-femmes et d'infirmiers</p> <p>Atelier de mise en place du comité de plaidoyer</p> <p>20 membres du comité formés en plaidoyer</p> <p>Rencontre avec les organisations faitières des pharmaciens, de Sages-femmes et d'infirmiers d'Etat pour leur implication dans le plaidoyer réglementaire en faveur de l'extension de l'offre de service du DMPA-SC dans les pharmacies privées</p> <p>Atelier d'harmonisation avec la DSME et le comité technique PF et les organisations faitières des pharmaciens</p> <p>Atelier de formation pour 25 alliés secondaires sur le plaidoyer pour renforcer leur engagement à l'autorisation du DMPA-SC dans les pharmacies privées (BG, Religieux, RSJPD, AJS, MSI, Mutualistes, UJPS).</p> <p>Atelier de réflexion sur l'analyse situationnelle et partage du contexte pour capitaliser les résultats des études sur l'extension du DMPA-SC dans les pharmacies privées</p> <p>Atelier de validation et de partage des plans d'actions de plaidoyer</p> <p>Partage et validation du document des argumentaires et messages clés du plaidoyer</p> <p>Atelier de 4 jours d'élaboration d'un draft de guide de prestations en PF par les pharmaciens</p>
8	RTI	RTI à travers le projet Owod appuie l'exercice de quantification des besoins au niveau régional

ENGAGEMENT 2

Améliorer le cadre réglementaire en signant le décret d'application de la loi SR portant PF d'ici 2026

2.1. Validation de l'analyse situationnelle sur le décret d'application de la loi SR

Progrès :

Il faut noter que le Sénégal dispose depuis 2005 d'une loi relative à la santé de la reproduction. L'intérêt de cette loi est qu'elle pose les principes relatifs à l'encadrement des questions liées à la santé de la reproduction, avec comme entre autres buts de rendre accessible la réglementation des questions touchant la santé de la reproduction et d'asseoir un cadre juridique pertinent et en adéquation avec les questions de l'heure. Depuis 2005, cette loi peine à avoir un décret d'application. C'est à cet effet qu'une analyse situationnelle a été réalisée par le RSJ en collaboration avec RESOPODEV dans le cadre de la mise en œuvre de la plateforme 3CAP santé. Après restitution, cette analyse a été validée au niveau national et devrait permettre d'avancer dans le processus d'application du décret.

No	Partenaires	Activités contribuant à l'engagement
1	Réseau Siggil Jigeen	Le RSJ grâce à l'appui du projet NPI Expand, a mis en œuvre des activités allant dans le sens de l'analyse situationnelle sur le décret d'application de la loi SR et sa validation à travers : 4 fora communautaires avec une mobilisation de 400 personnes à Keur Massar, Guédiawaye, Pikine et Rufisque-Est -Organisation de 3 ateliers de 30 personnes pour la restitution et la validation de l'analyse situationnelle de la loi SR.

2.2. Elaboration, validation et mise en oeuvre d'un plan de plaidoyer pour le décret d'application de la loi SR visant les décideurs

Progrès :

Dans le cadre des activités du pool réformes juridiques de la plateforme 3 Cap Santé, après l'analyse situationnelle de la loi SR, un plan de plaidoyer pour le décret d'application de la loi SR à l'endroit des décideurs a été effectivement élaboré, validé et mis en œuvre avec toutes les parties prenantes. Cependant, il convient, pour garantir son application efficace, d'obtenir la signature des deux décrets d'application. Ce qui passera nécessairement par un plaidoyer au niveau des acteurs gouvernementaux, une sensibilisation afin d'écarter les mauvaises idées reçues et une harmonisation de la position des acteurs pour éviter les contradictions préjudiciables à la bonne communication.

No	Partenaires	Activités contribuant à l'engagement
1	ADEMAS	ADEMAS a apporté un appui technique à l'élaboration du plan de plaidoyer à travers le 3CAPSANTÉ regroupant 25 organisations de la société civile où elle assure le rôle de rapporteur du pool Capitalisation et pérennisation en charge d'élaborer le plan de plaidoyer

2	Réseau siggil jigeen/ RESOPOPDEV	<p>Le RSJ en collaboration avec le RESOPOPDEV a réalisé les activités suivantes :</p> <p>3 ateliers de 30 personnes sur l'élaboration et le partage d'argumentaire de plaidoyer</p> <p>3 ateliers de formations de 30 personnes sur la loi SR à Médina, Pikine et Derklé</p> <p>Rencontres avec la DSME, le PPJ, l'ordre national des médecins du Sénégal, l'association des sages-femmes, les syndicalistes, l'association des femmes médecin, les religieux, la DPRS.</p> <p>Organisation d'une rencontre avec le Bureau de la législation du MSAS pour une mise à jour du décret sur la loi SR et sa situation actuelle -----Rencontre avec la Direction générale de la santé.</p> <p>Rencontre avec le Ministre de la Famille pour informer et obtenir son adhésion</p> <p>Organisation de trois rencontres d'information et d'orientation avec les défenseurs de droit, des médias et les populations clés sur la loi SR</p> <p>Appui des groupes d'adolescents à suivre la mise en œuvre, la mise à jour régulière et l'évaluation des résultats des plans de plaidoyer.</p> <p>Organisation d'une journée de plaidoyer multi acteurs avec les autorités locales, administratives, sanitaires, les associations de jeunes, etc.</p>
---	-------------------------------------	---

ENGAGEMENT 3

Renforcer l'instance multisectorielle de coordination des actions liées à la PF avec l'implication plus accrue des autres secteurs ministériels concernés

3.1. Redynamisation de l'instance multisectorielle à travers la tenue régulière des rencontres et un suivi des recommandations issues de ces instances de coordination

Progrès :

A ce jour, le comité technique PF est l'instance multisectorielle de coordination des actions liées à la PF. Il se réunit une fois par trimestre et chaque fois que de besoin.

Aussi, les autres mécanismes de coordination s'intègrent dans le dispositif mis en place par le Ministère de la Santé et de l'Action sociale en particulier la revue annuelle conjointe et le comité interne de suivi. Cependant ce comité gagnerait à renforcer sa dimension multisectorielle pour une meilleure implication et appropriation de tous les autres secteurs.

No	Partenaires	Activités contribuant à l'engagement
1	MSI	<p>MSI a financé des rencontres du comité technique PF</p> <p>Formation sur le leadership transformationnel de l'équipe de la DSME en vue de contribuer à améliorer la coordination avec l'appui de Leave No One Behind</p>
2	TCI	<p>Mise en place d'instance d'une unité de gestion et de coordination et d'un comité conjoint de pilotage dans chaque commune participant au model TCI.</p> <p>Ces instances de coordination regroupe les districts, les RM et les Mairies</p>

3.2. La signature des déclarations d'engagements des autorités locales pour le financement des instances de coordination.

Progrès :

Pour ce premier rapport de progrès, aucune donnée n'a été collectée pour cet indicateur.

No	Partenaires	Activités contribuant à l'engagement

3.3. Faire signer des arrêtés par les autorités administratives à tous les niveaux (ministres gouverneurs, préfets) pour la désignation des points focaux .

Progrès :

A part la note du MSAS pour la désignation des points focaux, aucune autre décision n'a été prise pour cet indicateur.

No	Partenaires	Activités contribuant à l'engagement
1	MSAS	Au niveau national, le MSAS a pris une note (N° 020418 du 22 novembre 2022) pour demander à toutes les parties prenantes de désigner des points focaux pour faciliter la collecte de données dans le cadre de l'initiative FP 2030.

ENGAGEMENT 4

Réduire les besoins non satisfaits chez les adolescentes mariées de 15-19 ans de 22,9% en 2019 à 15% en 2026 et chez les jeunes femmes de 20-24 ans de 19,6% en 2019 à 10% en 2026

4.1. Renforcement de capacités des prestataires sur: l'accueil, la prise en charge, la communication, la clarification des valeurs (VCAT Youth), le langage des signes et des besoins spécifiques des PSH (personnes en situation d'handicap)

Progrès :

DSME en collaboration avec partenaires en PF ont renforcé la capacité de plusieurs prestataires de différentes localités sanitaire en matières qui les permettent de rendre des services conviviaux aux jeunes et adolescents.

No	Partenaires	Activités contribuant à l'engagement
1	AcDev	Avec l'appui du partenaire IAMANEH, AcDev a pu former 12 sages-femmes sur les thématiques de la SSRAJ réparties dans les espaces conseils adolescents et les centres de santé communautaire de l'ONG.
2	MSI	MSI a réalisé les activités suivantes : Organisation de 7 sessions de VCAT pour 140 personnels constitués de Prestataires, Gardiens, Relais communautaires, Dépositaires dans les districts de Tambacounda, Oussouye, Thionk Essyl, Diouloulou, Bignona, Ziguinchor, Keur Massar, Mbour, Fatick, Sikone, Gossas, Passy, Dioffior, Kaolack, Matam Prise en charge des besoins des adolescents et jeunes à travers le RSS Communication dans les écoles (school tour) et plages (summer tour) à travers la stratégie Marie Stopes Ladies/Sister Enrôlement de 1000 élèves dans les mutuelles de santé pour un accès aux services PF dans le cadre du projet zéro grossesse en milieu scolaire

3	Projet Promotion jeunes	<p>En collaboration avec l'UNPFA dans le cadre du PTA 2022, le PPJ a mis en œuvre les activités qui suivent :</p> <p>formation de 7147 jeunes filles leaders et pairs éducateurs sur ESR ; (zone d'intervention de UNFPA)</p> <p>Formation de 21 Jeunes filles leaders des CCA/BCA/ESJ de Fass, Mbour, Iouga, Saint-Louis, Matam, Fatick, Gossas, Kaffrine, Mbirikilane, Kédougou, Tamba, Bakel, Kolda, Vélingara, Ziguinchor Sedhiou,</p> <p>5 pairs éducateurs des CCA de Dakar, Kolda, Tamba, Louga, Kaffrine formés sur la CSCC</p> <p>Formation de cohorte de 25 jeunes filles leaders et 1 technicien IEC et 4 EP sur la prise en charge des ados jeunes victimes de VBG grâce à l'appui de l'UNFPA et UNICEF</p> <p>122 220 ado et jeunes ont eu accès à la prévention et à la prise en charge des VBG dans le cadre de l'approche « ne pas nuire » le kit « c'est la vie » et les guides d'autoprotection de l'UNICEF</p> <p>392431 ados jeunes ont eu accès à des services d'informations sur la PF dans le cadre de l'approche « zéro grossesse en milieu scolaire »</p>
4	DCMS	<p>La DCMS a formé 9 prestataires et personnel médico social dont 3 coordonnateurs des IME, 5 infirmiers, 1 sage femme sur le module de counseling PF/PI et la maîtrise des techniques d'insertion grâce aux curricula de la DSA/DSME</p>
5	DSME	<p>Dans l'objectif de contribuer à la promotion de l'excellence et de la qualité des services dans les structures de prise en charge de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent(e), la DSME en collaboration avec la Direction de la Qualité et avec l'appui de l'UNICEF a procédé à la révision du guide d'accueil des prestataires.</p> <p>Elle a réalisé 3 sessions de formation de 60 prestataires dans les districts de Podor, Saint-Louis et Pété et 2 sessions de formation de 48 agents de santé de la région de Kolda et de Tambacounda sur le curriculum « Comprendre pour agir »</p>

4.2. Cartographie des espaces dédiés aux adolescents jeunes.

Progrès :

cet indicateur a été réalisé grâce aux efforts consentis par les institutions étatiques et les organisations de la société civile pour un recensement exhaustif des espaces dédiés aux adolescents jeunes fonctionnels. Une base de données des espaces dédiés aux jeunes sur l'étendue du territoire national est disponible.

No	Partenaires	Activités contribuant à l'engagement
1	PPJ	PPJ a réalisé un inventaire de 16 CCA établis dans les localités de Dakar, Guediawaye, Rufisque, Thiés, Mbour, Kaolack, Tamba, Bakel, Kédougou, Kolda, Sédhiou, Velingara, Matam, Louga, Ziguinchor, Mbacké et 5 bureaux conseils ados à Fatick, Gossas, Birkilane, Kafrine, Gueule Tapée et Fass Colobane.
2	DSME	La DSME à travers la DSA a réalisé 2 missions lors desquelles 18 espaces sûrs pour les adolescent(e)s et jeunes dans les régions de Tambacounda et Kolda ont été cartographiés
3	RESOPOPDEV	RESOPOPDEV a appuyé les groupes d'adolescents à cartographier les services de nutrition et de SSRD. Il a formé des groupes d'adolescents sur les droits, les normes/engagements, le plaidoyer communautaire et la responsabilité sociale et effectué une évaluation communautaire de la performance des services liés à la nutrition et à la santé et aux droits sexuels et reproductifs des adolescents à l'aide de cartes de pointage, dirigée par des adolescents.
4	MSI	MSI a réalisé une cartographie des espaces dédiés aux adolescents jeunes fonctionnels sur l'ensemble des 14 régions du Sénégal. 157 espaces ont été recensés répartis comme suit : 36 espaces mis en place par les services étatiques (Ministères de la jeunesse, de l'éducation et de la santé) et 121 espaces créés par les organisations de la société civile (associations et ONG). Les différentes étapes de la cartographie ont été entre autres : Réunion de préparation pour la réalisation de la cartographie de structures tenue au niveau national Recrutement d'un consultant pour la cartographie des structures dédiées aux jeunes Diagnostic réalisé des espaces dédiés aux jeunes fonctionnels et répondant aux normes et standards Validation de la cartographie au niveau national

4.3. Renforcement de la fonctionnalité des espaces dédiés aux adolescents et jeunes.

Progrès :

Au Sénégal, plus de 60 % de la population est âgée de moins de 25 ans, à cet effet fournir aux jeunes des espaces d'offre de services de santé sexuelle et reproductive de qualité, adaptés à leurs besoins devient une l'urgence. En dehors du secteur public de santé, les organisations de la société avec l'appui des PTF ont joué un rôle prépondérant dans ce secteur, même si l'offre est nettement inférieure à la demande

No	Partenaires	Activités contribuant à l'engagement
1	PPJ	PPJ a doté les CCA en équipements et outils de gestion et d'un personnel de prise en charge rendant ces espaces sûrs où la confidentialité et l'accueil convivial sont garantis. Grâce à ENABEL, le PPJ a entièrement rénové et équipé le CCA de Kaolack et les BCA de Gossas, Birkilane, Fatick, Kafrine, Malem Hodar ont également été dotés en équipements pour les rendre davantage fonctionnels et conviviaux.

2	AcDev	<p>AcDev dispose de 4 espaces ados-jeunes équipés à Yeumbeul et à Pikine Louga et Fatick pour l'offre de service de la SSRAJ et 2 équipes mobiles rattachées aux ECA appuyées par le projet IAMANEH et IPPF.</p> <p>Elle a recruté 4 sages-femmes et 4 animateurs et formé 150 pairs éducateurs sur le module « construire son avenir »</p>
3	RESOPOPDEV	<p>RESOPOPDEV a mis en place un CCA équipé en outils informatiques, une installation d'une Connexion interne et recruté une sage-femme</p> <p>Il a en outre aménagé trois Espaces Ados fonctionnels au niveau de trois Communes et appuyé l'organisation des Réunions d'élaboration et de validation de PTA sur la SRAJ et des Comités Locaux de développement Sanitaire</p>
4	DCMS	<p>La DCMS a organisé un dialogue national impliquant tous les acteurs dans la SRAJ pour réfléchir sur des stratégies efficaces afin d'améliorer la collaboration entre les différents types des structures de prise en charge de la SRAJ.</p> <p>Ce dialogue a impliqué dans un premier temps les régions de Dakar, Thiès, Saint Louis, Ziguinchor, Kolda et Tambacounda.</p>
5	RTI	<p>A travers le projet Owod, RTI appuie le renforcement en équipements des espaces Ado à travers les subventions de base grâce à un partenaire CURE basé aux USA.</p>
6	Population council	<p>Population council, dans le cadre de l'élargissement de l'accès des services de santé sexuelle et reproductive de qualité en Afrique de l'Ouest francophone, a mené une étude formative dans les régions de Kédougou et Thiès sur l'exploration des liens sociaux des adolescentes au Sénégal avec leurs pairs, leur famille, les écoles, les communautés, les enseignants et les prestataires de soins de santé afin d'assurer leur bien-être et la poursuite de leur éducation.</p>
7	Direction de Famille et de la Protection des Groupes Vulnérables	<p>La Direction de Famille et de la Protection des Groupes Vulnérables a mis en place un Centre d'Écoute et d'informations intitulé « WALLU Allo 116 » dédié aux femmes et enfants victimes de violences.</p>
8	ENABEL	<p>ENABEL a organisé 116 Causeries avec les CCA/BCA et Espaces ados de Niore, Kaolack, Foundiougne et Gossas sur la SRAJ et les VSBG, .5 veillées culturelles organisées sur la SRAJ au niveau de la commune de Fimela par le BCA et 16 sessions d'installations de Clubs de jeunes filles. Elle a aussi formé 484 jeunes filles en leadership et estime de soi pour Kaolack, Guinguinéo, Fatick, Birkelane et Malem</p>
9	DSME	<p>La DSME a réalisé les activités suivantes :</p> <p>Renforcement de la fonctionnalité de 10 espaces ados/jeunes à travers la réalisation d'un paquet d'activités de communication SRAJ touchant au moins 3000 adolescents et jeunes dans les régions de Dakar, Thiès, Fatick, Kaolack, Kaffrine, Louga et Ziguinchor</p> <p>Formation de 36 acteurs dont 21 adolescents et jeunes de 5 espaces ados/jeunes du district de Kolda sur la gestion et l'animation des espaces ados/jeunes.</p>

		<p>La DSME a réalisé les activités suivantes :</p> <p>Renforcement de la fonctionnalité de 10 espaces ados/jeunes à travers la réalisation d'un paquet d'activités de communication SRAJ touchant au moins 3000 adolescents et jeunes dans les régions de Dakar, Thiès, Fatick, Kaolack, Kaffrine, Louga et Ziguinchor</p> <p>Formation de 36 acteurs dont 21 adolescents et jeunes de 5 espaces ados/jeunes du district de Kolda sur la gestion et l'animation des espaces ados/jeunes.</p> <p>Formation de 11 pairs-éducateurs de la région de Saint-Louis sur le « curriculum d'animation construire son avenir » dans le district de Pété.</p> <p>Formation de 36 acteurs dont 15 acteurs de 5 espaces ados/jeunes du district de Kolda sur la gestion et l'animation des espaces ados/jeunes.</p> <p>1 session de formation de 35 points focaux SRAJ et responsables des espaces ados/jeunes des régions de Dakar, Thiès, Diourbel, Kaolack, Louga sur l'organisation et le fonctionnement des espaces ados/jeunes</p> <p>Orientation de 27 points focaux SRAJ (1 BREIPS, 1 maîtresse sage-femme, 3 travailleurs sociaux, 5 responsables d'espaces ados/jeunes, 4 points focaux SRAJ, 6 ICP, 7 coordonnatrices SR) sur l'organisation et le fonctionnement des espaces ados/jeunes des régions de Dakar, Thiès, Diourbel, Kaolack et Louga.</p> <p>Une Supervision intersectorielle sur la SRAJ réalisée dans les régions de Louga, Tamba et Kolda avec pour objectif d'évaluer la disponibilité et l'utilisation de l'offre de services SRAJ dans les structures sanitaires, au niveau communautaire et dans les autres secteurs. 38 structures ont été visitées et 94 agents rencontrés dont 32 des structures de santé.</p> <p>Supervision formative sur la SRAJ dans la région de Saint-Louis et supervision intersectorielle dans la région de Diourbel</p>
10	SNEIPS	Le SNEIPS assure l'information, l'orientation et les conseils sur la SRAJ grâce aux téléopérateurs du numéro vert du MSAS
11	AMREF	L'AMREF a formé 20 prestataires de santé sur la SRAJ au district sanitaire de Goudomp.

ENGAGEMENT 5

Assurer la continuité des services de Planification en situation d'urgence

5.1. Elaboration, Validation et mise en œuvre d'une stratégie de résilience pour la continuité des services PF en situation d'urgence

Progrès :

Pour ce premier rapport de progrès de la mise en œuvre des engagements FP2030, les données collectées ne fournissent pas d'information pour cet indicateur.

No	Partenaires	Activités contribuant à l'engagement
----	-------------	--------------------------------------

5.2. Développement et validation d'outils de communication PF pour les situations d'urgence

Progrès :

Sur la base des données collectées, cet indicateur n'a connu aucun progrès

No	Partenaires	Activités contribuant à l'engagement
----	-------------	--------------------------------------

5.3. Mise en place d'outils de communication PF en situation d'urgence (ex : self-care, MLDA)"

Progrès :

Les données collectées n'ont pas permis de renseigner cet indicateur

No	Partenaires	Activités contribuant à l'engagement
----	-------------	--------------------------------------

5.4. Mise à disposition des produits génériques de la PF dans les pharmacies

Progrès :

Aucune donnée n'a été collectée pour cet indicateur

No	Partenaires	Activités contribuant à l'engagement
----	-------------	--------------------------------------

5.5. Prévision d'un stock additionnel dans les cases de santé et les postes de santé mais également pour les clientes (pilules, auto soins et préservatifs) pour les périodes d'urgence

Progrès :

Aucune donnée n'a été collectée pour cet indicateur

No	Partenaires	Activités contribuant à l'engagement
----	-------------	--------------------------------------

5.6. Intensification de l'offre de service SR/PF au niveau communautaire à travers l'offre de service par les acteurs communautaires et les stratégies mobiles

Progrès :

Aucune donnée n'a été collectée pour cet indicateur

No	Partenaires	Activités contribuant à l'engagement
----	-------------	--------------------------------------

ENGAGEMENT 6

Assurer d'ici 2026 une augmentation annuelle de 20% de la contribution de l'Etat évalué à 500 millions en 2021 pour atteindre 1 milliard contribuant à une meilleure accessibilité et disponibilité des produits contraceptifs

6.1. Allocation annuelle progressive de finances par l'Etat pour l'achat de produits contraceptifs

Progrès :

L'inscription de 500 millions dans le budget national par L'Etat du Sénégal a permis de renforcer l'achat des produits contraceptifs à hauteur de 300 millions grâce à un plaidoyer fort de la DSME auprès du MSAS. Ceci est une avancée non négligeables dans l'approvisionnement et la disponibilité des produits contraceptifs.

No	Partenaires	Activités contribuant à l'engagement
1	DSME	Le plaidoyer de la DSME auprès du MSAS en 2022 a permis l'inscription de 500 millions de FCFA dans le budget, à cet effet 300 millions ont été mobilisés par l'Etat du Sénégal pour les produits contraceptifs. Les autres partenaires UNFPA et l'USAID prennent en charge les gaps
2	Chemonics	Chemonics a procédé à une quantification des besoins en produits de PF et une recommandation pour l'utilisation et l'augmentation du budget de l'Etat a été formulée.
3	RTI	Owod participe aux activités de plaidoyer pour la mobilisation de ressources et ainsi suit la progression du financement de l'Etat.

6.2. Analyse des gaps de financements et alignement des différentes initiatives

Progrès :

Peu de données liées à cet indicateur ont été collectées même si on note quelques efforts consentis

No	Partenaires	Activités contribuant à l'engagement
1	RTI	RTI à travers le projet Owod appuie les efforts du gouvernement pour résoudre les gaps de financements ; il s'aligne ainsi aux différentes initiatives relatives à la SRMNIA y compris la PF Pour ce qui concerne l'achat des contraceptifs, une analyse des gaps de financements est réalisée.

6.3. Elaboration, validation, et mise en œuvre d'un plan de mobilisation de ressources prenant en compte les initiatives existantes (GFF, SWEDD....)

Progrès :

Même si cet indicateur n'a pas connu de grands progrès, quelques initiatives venant des PTF sont mises en œuvre et méritent d'être encouragées.

No	Partenaires	Activités contribuant à l'engagement
1	RTI	A l'échelle RM et districts, le projet Owod appuie le processus (élaboration, validation et mise en œuvre d'un plan de mobilisation de ressources prenant en compte les initiatives existantes

6.4. Elaboration et validation d'outils de plaidoyer

Progrès :

Pas de données pour cet indicateur

No	Partenaires	Activités contribuant à l'engagement
----	-------------	--------------------------------------

6.5. Mener des rencontres semestrielles de plaidoyer auprès des parties prenantes ciblées(Collectivité territoriales, Secteur privé., mécènes, fondations)

Progrès :

Les données collectées ne sont pas très encourageantes, cependant des efforts sont consentis par des partenaires à travers un projet

No	Partenaires	Activités contribuant à l'engagement
1	RTI	Au niveau RM et districts, RTI appuie des rencontres de plaidoyer; un conseiller en engagement communautaire est disponible au ni-veau régional

6.6. Elaboration, validation et mise en oeuvre d'un plan de suivi et de redevabilité conjointe

Progrès :

Pas de données collectées pour l'indicateur lié à un plan de suivi et de redevabilité conjointe

No	Partenaires	Activités contribuant à l'engagement
----	-------------	--------------------------------------

3.3 Synthèse

Cette collecte de données dans le cadre des engagements FP 2030 du Sénégal est pleine d'enseignements en ce sens qu'elle a permis d'apprécier objectivement les réalisations liées à la PF des parties prenantes rencontrées. Les informations collectées auprès des différentes organisations contributrices à la mise en œuvre des engagements FP 2030 dans la période de collecte font état de réalisations non négligeables. Pour ce qui concerne les engagements 1, 2, 4, des efforts ont été consentis pour la réalisation de certains indicateurs qui sont en bonne voie. Pour ceux-ci, la dynamique de mise en œuvre devra être maintenue et renforcée pour l'atteinte de ces indicateurs. Quant aux engagements 3, 5 et 6, ils sont loin du compte et méritent d'être pris en charge dans les meilleurs délais pour prétendre à leur atteinte.

Engagements	Indicateurs	Niveau de mise en œuvre
<p>Engagement 1 :</p> <p>Amener le taux de prévalence contraceptive de 26% en 2021 à 46% en 2026 chez les femmes en union</p>	Mise en place d'un comité d'actualisation du plan de communication	Réalisé
	Validation du plan de communication à tous les niveaux (national, régional et dis-trict)	En bonne voie
	Mise en œuvre du Plan de Communica-tion PF à tous les niveaux	Pas sur la bonne voie
	Mise en œuvre de différentes stratégies de PF Intégrées	En bonne voie
	Reinforcement et élargissement de la gamme de produits contraceptifs pour les rendre disponibles à tous les points de prestation (quantification, suivi du plan d'approvisionnement, Gamme complète de méthodes contraceptives de PF disponible dans les PPS)	En bonne voie
<p>Engagement 2 :</p> <p>Améliorer le cadre réglementaire en signant le décret d'application de la loi SR portant PF d'ici 2026.</p>	Validation de l'analyse situationnelle sur le décret d'application de la loi SR	Réalisé
	Elaboration, validation et mise en oeuvre d'un plan de plaidoyer pour le decret d'ap-plication de la loi SR visant les décideurs	Réalisé
<p>Engagement 3 :</p> <p>Renforcer l'instance multisectorielle de coordination des actions liées à la PF avec l'implication plus accrue des autres secteurs ministériels concernés.</p>	Redynamisation de l'instance multisectorielle à travers la tenue régulière des rencontres et un suivi des recommandations issues de ces instances de coordination	En bonne voie
	La signature des déclarations d'engagements des autorités locales pour le financement des instances de coordination.	Pas sur la bonne voie
	Faire signer des arrêtés par les autorités administratives à tous les niveaux(ministres gouverneurs , préfets) pour la désignation des points focaux	En bonne voie
<p>Engagement 4 :</p> <p>Réduire les besoins non satisfaits chez les adolescentes mariées de 15-19 ans de 22,9% en 2019 à 15% en 2026 et chez les jeunes femmes de 20-24 ans de 19,6% en 2019 à 10% en 2026</p>	Renforcement de capacités des prestataires sur: l'accueil, la prise en charge, la communication, la clarification des valeurs (VCAT Youth), le langage des signes et des besoins spécifiques des PSH (personnes en situation d'handicap)	En bonne voie
	Cartographie des espaces dédiés aux adolescents jeunes.	Réalisé
	Renforcement de la fonctionnalité des es-paces dédiés aux adolescents et jeunes	En bonne voie
	Elaboration, Validation et mise en œuvre d'une stratégie de résilience pour la continuité des services PF en situation d'urgence	Pas sur la bonne voie

	Développement et validation d'outils de communication PF pour les situations d'urgence	Pas sur la bonne voie
Engagement 5 : Assurer la continuité des services de Planification en situation d'urgence	Mise en place d'outils de communication PF en situation d'urgence (ex : self-care, MLDA)"	Pas sur la bonne voie
	Mise à disposition des produits génériques de la PF dans les pharmacies	Pas sur la bonne voie
	Prévision d'un stock additionnel dans les cases de santé et les postes de santé mais également pour les clientes (pilules, auto soins et préservatifs) pour les périodes d'urgence	Pas sur la bonne voie
	Intensification de l'offre de service SR/PF au niveau communautaire à travers l'offre de service par les acteurs communautaires et les stratégies mobiles	Pas sur la bonne voie
	Allocation progressive de finances par l'Etat pour l'achat de produits contraceptifs	En bonne voie
	Analyse des gaps de financements et alignement des différentes initiatives	En bonne voie
Engagement 6 : Assurer d'ici 2026 une augmentation annuelle de 20% de la contribution de l'Etat évalué à 500 millions en 2021 pour atteindre 1 milliard contribuant à une meilleure accessibilité et disponibilité des produits contraceptifs	Elaboration, validation, et mise en œuvre d'un plan de mobilisation de ressources prenant en compte les initiatives existantes (GFF, SWEDD....)	En bonne voie
	Elaboration et validation d'outils de plaidoyer	Pas sur une bonne voie
	Mener des rencontres semestrielles de plaidoyer auprès des parties prenantes ci-blées (Collectivité territoriales, S.P, mé-cènes, fondations)	En bonne voie
	Elaboration, validation et mise en œuvre d'un plan de suivi et de redevabilité con-jointe	En bonne voie

IV. LES GOULOTS D'ETRANGLEMENT

A la lumière des informations recueillies lors de cette collecte de données, les goulots d'étranglement sont de différents ordres cependant trois d'entre eux ont retenu notre attention et leur résolution pourrait qualitativement booster les indicateurs pour l'atteinte des engagements du Sénégal. Il s'agit entre autres :

- L'absence d'harmonisation et de synergie liée à l'intégration des stratégies PF. La recommandation serait pour la DSME de coordonner toutes les stratégies intégrées PF pour une meilleure capitalisation et de poursuivre la mobilisation des ressources pour leur mise à l'échelle effective à travers toutes les régions en collaboration avec les partenaires
- Absence de plan de communication PF dans les régions et districts sanitaires. Il est recommandé de planifier des plans de communication régionaux et de mobiliser des ressources pour leur mise en œuvre
- L'absence de la signature du décret d'application de la loi SR portant PF. Il est plus qu'urgent d'intensifier le plaidoyer auprès de toutes les parties prenantes pour la signature de ce décret qui sera un saut qualitatif dans l'atteinte des indicateurs.
- Les indicateurs en couleur verte sont réalisés.
- Les indicateurs en couleur jaune sont sur la bonne voie.

Engagements	Indicateurs	Niveau de mise en œuvre	Difficultés rencontrées pour pro-gresser
<p>Engagement 1 :</p> <p>Amener le taux de prévalence contraceptive de 26% en 2021 à 46% en 2026 chez les femmes en union.</p>	Mise en place d'un comité d'actualisation du plan de communication	Réalisé	
	Validation du plan de communication à tous les niveaux (national, régional et district)	En bonne voie	Absence de plan de communication PF dans les régions et district sanitaires
	Mise en œuvre du Plan de Communication PF à tous les niveaux	Pas sur la bonne voie	
	Mise en œuvre de différentes stratégies de PF Intégrées	En bonne voie	<p>Lenteurs notées pour la compréhension des prestataires au début pour l'utilisation des outils de collecte (INSPIRE)</p> <p>Insuffisance de l'équipement et matériels des autres composantes de l'intégration</p> <p>Conflits d'agendas</p> <p>Réunions des districts sanitaires non régulières</p> <p>Absence de Complétude des données</p> <p>Les grèves récurrentes du système de santé et rétention de données</p> <p>Manque d'harmonisation des interventions avec d'autres intervenants.</p> <p>Difficulté d'accès pour certaines zones d'intervention.</p>
	Renforcement et élargissement de la gamme de produits contraceptifs pour les rendre disponibles à tous les points de prestation (quantification, suivi du plan d'approvisionnement, Gamme complète de méthodes contraceptives de PF disponible dans les PPS)	En bonne voie	<p>lenteur notée pour la signature de la circulaire du MSAS pour la note de révision ramenant les doses à 4 au lieu de 5</p> <p>Non gratuité du produit de l'auto injection</p> <p>L'insuffisance des boîtes d'insertion/retrait</p> <p>Pour la coordination de la livraison des produits de PF financés par USAID, le programme peine à obtenir à temps les autorisations d'importation des médicaments auprès de l'ARP.</p>
<p>Engagement 2 :</p> <p>Améliorer le cadre réglementaire en signant le décret d'application de la loi SR portant PF d'ici 2026</p>	Validation de l'analyse situationnelle sur le décret d'application de la loi SR	Réalisé	<p>Tensions liées au contexte électoral</p> <p>Changement du gouvernement</p> <p>Un contexte politique non favorable à des rencontres avec les leaders politiques, candidats à des élections locales.</p> <p>Manque de connaissances de la communauté par rapport au décret</p>

	Elaboration, validation et mise en oeuvre d'un plan de plaidoyer pour le décret d'application de la loi SR visant les décideurs	Réalisé	La difficulté de rencontrer certains acteurs clés comme les pharmaciens; L'insuffisance des ressources financières pour la continuité des actions de plaidoyer; L'existence de plusieurs moutures du décret d'application sur la même thématique;
Engagement 3 : Renforcer l'instance multisectorielle de coordination des actions liées à la Planification familiale avec l'implication plus accrue des autres secteurs ministériels concernés.	Redynamisation de l'instance multisectorielle à travers la tenue régulière des rencontres et un suivi des recommandations issues de ces instances de coordination	En bonne voie	Absence de plan de communication PF dans les régions et district sanitaires
	La signature des déclarations d'engagements des autorités locales pour le financement des instances de coordination.	Pas sur la bonne voie	
	Faire signer des arrêtés par les autorités administratives à tous les niveaux (ministres, gouverneurs, préfets) pour la désignation des points focaux	En bonne voie	
Engagement 4 : Réduire les besoins non satisfaits chez les adolescentes mariées de 15-19 ans de 22,9% en 2019 à 15% en 2026 et chez les jeunes femmes de 20-24 ans de 19,6% en 2019 à 10% en 2026.	Renforcement de capacités des prestataires sur: l'accueil, la prise en charge, la communication, la clarification des valeurs (VCAT Youth), le langage des signes et des besoins spécifiques des PSH (personnes en situation d'handicap)	En bonne voie	Absence de plan de communication PF dans les régions et district sanitaires
	Cartographie des espaces dédiés aux adolescents jeunes.	Réalisé	
	Renforcement de la fonctionnalité des espaces dédiés aux adolescents et jeunes.	En bonne voie	La principale difficulté se trouve dans le refus de certains chefs d'établissement à autoriser ces consultations, prétextant un manque de local Les IMEs manquent de prestataires et d'équipements pour offrir des services de qualité

Engagement 5 : Assurer la continuité des services de Planification en situation d'urgence	Elaboration, Validation et mise en œuvre d'une stratégie de résilience pour la continuité des services PF en situation d'urgence	Pas sur la bonne voie	Absence de plan de communication PF dans les régions et district sanitaires
	Développement et validation d'outils de communication PF pour les situations d'urgence	Pas sur la bonne voie	
	Développement et validation d'outils de communication PF pour les situations d'urgence	Pas sur la bonne voie	
	Mise en place d'outils de communication PF en situation d'urgence (ex : self-care, MLDA)"	Pas sur la bonne voie	
	Mise à disposition des produits génériques de la PF dans les pharmacies	Pas sur la bonne voie	
	Prévision d'un stock additionnel dans les cases de santé et les postes de santé mais également pour les clientes (pilules, auto soins et préservatifs) pour les périodes d'urgence	Pas sur la bonne voie	
	Intensification de l'offre de service SR/PF au niveau communautaire à travers l'offre de service par les acteurs communautaires et les stratégies mobiles	Pas sur la bonne voie	
Engagement 6 : Assurer d'ici 2026 une augmentation annuelle de 20% de la contribution de l'Etat évalué à 500 millions en 2021 pour atteindre 1 milliard contribuant à une meilleure accessibilité et disponibilité des produits contraceptifs	Allocation progressive de finances par l'Etat pour l'achat de produits contraceptifs	En bonne voie	
	Analyse des gaps de financements et alignement des différentes initiatives	En bonne voie	
	Elaboration, validation, et mise en œuvre d'un plan de mobilisation de ressources prenant en compte les initiatives existantes (GFF, SWEDD....)	Pas sur la bonne voie	Retard dans la mobilisation des ressources financières
	Elaboration et validation d'outils de plaidoyer	Pas sur la bonne voie	
	Mener des rencontres semestrielles de plaidoyer auprès des parties prenantes ciblées (Collectivité territoriales, S.P, mécènes, fondations)	En bonne voie	
Elaboration, validation et mise en œuvre d'un plan de suivi et de redevabilité conjointe	En bonne voie		

V. CONCLUSION

Le processus de réengagement du Sénégal a été ponctué par différentes étapes à savoir l'élaboration, la déconstruction, la validation, le lancement des engagements FP2030 sous le leadership de la DSME. Toutes ces étapes ont été réalisées de manière inclusive et participative avec la mobilisation de toutes les parties prenantes de la Planification Familiale au niveau national.

Ce travail a été possible grâce à l'appui de l'unité de coordination du partenariat de Ouagadougou qui a introduit avec succès dans les 9 pays du PO le motion tracker comme outil de suivi principal retenu pour suivre la mise en œuvre de ces engagements incluant une approche de redevabilité mutuelle.

La collecte de données a concerné 20 organisations et les informations collectées sur la mise en œuvre des engagements FP2030 ne sont pas très encourageantes, en ce sens que sur les 25 indicateurs de processus définis, 4 sont réalisés, 8 en bonne voie et les 13 restants n'ont pas été renseignés. Ces résultats engrangés démontrent à suffisance la nécessité pour toutes les parties prenantes de redoubler d'efforts pour la réalisation effective de ces engagements. Il est important de signaler aussi que toutes les organisations pressenties lors de la cartographie des acteurs pour la collecte de données ont été sollicitées mais n'ont pas été rencontrées malgré les multiples relances.

ANNEXE 1

QUESTIONNAIRE DESTINE AUX INFORMATEURS CLES SUR LES INDICATEURS DU PROCESSUS D'ENGAGEMENT

Collecte des données de la mise en œuvre des engagements FP2030 du Sénégal. Période : Janvier 2022 – Juin 2022

Questionnaire destiné aux *Informateurs Clés* sur les indicateurs du processus des engagements FP 2030

Nom du répondant: _____

Nom de l'organisation: _____

Date: _____

Veuillez remplir le tableau ci-dessous sous réserve de tout projet lié aux engagements mis en évidence ci-dessus.

Engagement 1: Amener le taux de prévalence contraceptive de 26% en 2021 à 46% en 2026 chez les femmes en union				
a) Blocks du SS selon OMS et des Indicateurs de Processus [Période de Rapport]	b) Votre organisation contribue-t-elle à l'atteinte de cet indicateur ?		c) Si oui, veuillez résumer les principales activités de votre organisation qui contribuent à cet indicateur. Indiquez également les partenaires avec lesquels vous avez collaboré sur ces activités.	d) Veuillez décrire les difficultés rencontrées pour progresser sur cet indicateur.
	Oui	Non		
Catégorie: Prestation des services				
1. Mise en place d'un comité d'actualisation du plan de communication				
2. Validation du plan de communication à tous les niveaux (national, régional et district)				
3. Mise en œuvre du Plan de Communication PF à tous les niveaux				
4. Mise en œuvre de différentes stratégies de PF Intégrées				
5. Renforcement et élargissement de la gamme de produits contraceptifs pour les rendre disponibles à tous les points de prestation (quantification, suivi du plan d'approvisionnement, Gamme complète de méthodes contraceptives de PF disponible dans les PPS)				

ENGAGEMENT 2: Améliorer le cadre réglementaire en signant le décret d'application de la loi SR portant PF d'ici 2026**Catégorie: Gouvernance & Leadership**

1. Validation de l'analyse situationnelle sur le décret d'application de la loi SR				
2. Elaboration, validation et mise en œuvre d'un plan de plaidoyer pour le décret d'application de la loi SR visant les décideurs				

ENGAGEMENT 3: renforcer l'instance multisectorielle de coordination des actions liées à la PF avec l'implication plus accrue des autres secteurs ministériels concernés**Catégorie: Gouvernance & Leadership**

1. Redynamisation de l'instance multisectorielle à travers la tenue régulière des rencontres et un suivi des recommandations issues de ces instances de coordination				
2. La signature des déclarations d'engagements des autorités locales pour le financement des instances de coordination				
3. Faire signer des arrêtés par les autorités administratives à tous les niveaux (ministres gouverneurs, préfets) pour la désignation des points focaux				

ENGAGEMENT 4: Réduire les besoins non satisfaits chez les adolescentes mariées de 15-19 ans de 22,9% en 2019 à 15% en 2026 et chez les jeunes femmes de 20-24 ans de 19,6% en 2019 à 10% en 2026**Catégorie: Prestations de service**

1. Renforcement de capacités des prestataires sur: l'accueil, la prise en charge, la communication, la clarification des valeurs (VCAT Youth), le langage des signes et des besoins spécifiques des PSH(personnes en situation d'handicap)				
--	--	--	--	--

2. Cartographie des espaces dédiés aux adolescents jeunes.				
3. Renforcement de la fonctionnalité des espaces dédiés aux adolescents et jeunes.				

ENGAGEMENT 5: Assurer la continuité des services de Planification en situation d'urgence

Catégorie: Prestations de services

1. Elaboration, Validation et mise en œuvre d'une stratégie de résilience pour la continuité des services PF en situation d'urgence				
2. Développement et validation d'outils de communication PF pour les situations d'urgence				
3. Mise en place d'outils de communication PF en situation d'urgence (ex : self-care, MLDA)"				
4. Mise à disposition des produits génériques de la PF dans les pharmacies				
5. Prévision d'un stock additionnel dans les cases de santé et les postes de santé mais également pour les clientes (pilules, auto soins et préservatifs) pour les périodes d'urgence				
6. Intensification de l'offre de service SR/PF au niveau communautaire à travers l'offre de service par les acteurs communautaires et les stratégies mobiles				

ENGAGEMENT 6: Assurer d'ici 2026 une augmentation annuelle de 20% de la contribution de l'Etat évalué à 500 millions en 2021 pour atteindre 1milliard contribuant à une meilleure accessibilité et disponibilité des produits contraceptifs

Catégorie: Finances

1. Allocation progressive de finances par l'Etat pour l'achat de produits contraceptifs				
2. Analyse des gaps de financements et alignement des différentes initiatives,				
3. Elaboration, validation, et mise en œuvre d'un plan de mobilisation de ressources prenant en compte les initiatives existantes (GFF, SWE DD....)				
4. Elaboration et validation d'outils de plaidoyer				
5. Mener des rencontres semestrielles de plaidoyer auprès des parties prenantes ciblées (Collectivité territoriales, S.P, mécènes, fondations)				
6. Elaboration, validation et mise en œuvre d'un plan de suivi et de redevabilité conjointe				

